

L'Humanité



Rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Mardi
5 octobre 1976

No 539

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 5795

Merlebach

Capitalistes assassins !

C'est mardi matin qu'auront lieu les obsèques des 16 mineurs tués à la suite du coup de grisou au puits No 5. 132 mineurs tués en quinze ans dans les mines par la faute de la direction des Houillères !

Judi, quatre heures après le début de l'incendie dans le puits, la direction des Houillères affichait une note de service qui indiquait entre autre : «Le personnel des autres chantiers peut descendre normalement» ! Les syndicats appelaient à refuser de descendre et les 4/5 des mineurs ne sont pas descendus travailler. Les autres, victimes du chantage patronal et des paroles rassurantes de ceux qui, eux, ne descendaient pas, sont allés au fond.

Mettre en danger la vie des ouvriers plutôt que de risquer perdre quelques heures d'extraction voilà la logique criminelle des exploités. Après on accusera la fatalité ou les défaillances techniques d'appareils de mesure, les «plus modernes d'Europe», qui ne sont pas faits pour enregistrer des doses de grisou 30 fois supérieures à la normale !

La vérité c'est que la logique même du capital conduit au mépris de l'homme et particulièrement des masses populaires, qui n'ont d'intérêt qu'en tant que marchandise. Le capitaliste est à genou devant le dieu «profit» et devant la technique toute puissante. Il y a crime car il y a eu refus de prendre des précautions exigées par des centaines d'hommes et de femmes qui ont l'expérience de la mine, il y a eu ordre d'aller au fond pour travailler et 16 y sont restés assassinés par et pour le capital. Comme le disait le juge Pascal après la catastrophe semblable de Liévin :

«Il y a deux sortes d'homicides involontaires : l'un où le caractère involontaire est évident, car le drame est purement accidentel et imprévisible, l'autre où le caractère involontaire n'est que théorique, car le responsable a en fait négligé de prendre une mesure qui aurait pu se révéler utile.

(Suite page 2)

7 octobre

LES MARXISTES LENINISTES APPELLENT A LUTTER CONTRE LE PLAN BARRE et le PROGRAMME COMMUN

Foyers sonacotra

Soutenez financièrement les milliers de grévistes immigrés

Comme nous l'avons déjà annoncé dans nos précédentes éditions, c'est très rapidement qu'il faut engager la souscription pour participer au financement du meeting du 23 octobre organisé par le Comité de coordination.

La location de la Mutualité, l'édition du matériel d'agitation et de propagande, cela représente plusieurs dizaines de milliers de francs nouveaux. Les grévistes ne les ont pas ; c'est une illustration concrète de ce qu'est la démocratie en régime capitaliste : impossibilité de s'exprimer, d'avoir une salle, un journal, ou seulement aux prix de mille sacrifices, pour les travailleurs, pour l'immense majorité du peuple. Pourtant, les milliers d'ouvriers immigrés de 17 nationalités des foyers en grève gagneront cette bataille et tiendront ce meeting d'action et de lutte 18 mois après avoir engagé la grève. Ils la gagneront en comptant avant tout sur leurs propres forces. Il la gagneront aussi avec la solidarité politique et matérielle que leur apporteront et leur apporteront d'autres travailleurs et ouvriers de France. La souscription sera

le reflet avant tout de la solidarité de combat entre travailleurs exploités par le même ennemi. Les grévistes de la Sonacotra ne demandent pas l'aumône mais des actes concrets de soutien à leur lutte.

En prenant en main, tout de suite et vigoureusement, la souscription dans vos usines, vos quartiers, vos bureaux, vos villages, vous apporterez un témoignage efficace de cette solidarité de classe contre les capitalistes exploités et leurs valets révisionnistes. Vous apporterez un engagement de soutien prolongé et déterminé à un combat persévérant, de masse et de classe : pour le retour des 18 délégués expulsés ; pour la baisse des loyers ; pour les libertés démocratiques dans les foyers.

EN AVANT CAMARADES, IL NOUS
FAUT 10 000 F DANS DIX JOURS,
C'EST POSSIBLE,
C'EST NÉCESSAIRE !

Adressez le produit des collectes au journal, libellez les chèques au nom de l'Humanité-Rouge et spécifiez au dos : souscription Sonacotra.

AU SOMMAIRE

P.3 : Déclaration du Comité central et du Bureau politique du Parti communiste marxiste léniniste de France

P.4 : La Conférence nationale ouvrière du Parti communiste marxiste léniniste de France, une arme dans les luttes actuelles

P.5 : L'inflation, loi du capitalisme

P.6 : Le plan Barre : un plan contre le pouvoir d'achat des travailleurs

CHIRAC S'EN VA T-EN GUERRE

Les organes de presse dans lesquels Jacques Chirac a conservé de nombreux «amis» en dépit de sa démission du gouvernement (Figaro, France-Soir, Minute, Le Point, etc.) font grand tapage autour de sa rentrée précoce dans la bataille électorale.

On sait que Chirac a beaucoup, beaucoup d'ambition. C'est cette ambition qui l'a conduit au célèbre coup anti-Chaban à la veille des élections présidentielles. C'est aussi cette ambition de pouvoir qui l'a conduit à démissionner du gouvernement. Selon ses intentions avouées le problème c'est de diriger les gaullistes au succès en 1978.

Mais pour cela Chirac a besoin de se faire élire député. Alors voilà qu'il commence une campagne électorale au son des tambours et des trompettes (car il se prend pour De Gaulle, pas moins !) pour retrouver son siège en Corrèze et surtout rassembler derrière lui la majorité ; on apprend que Chirac, lui, a toujours été pour les paysans, qu'il s'est toujours soucié des problèmes de la population et autres balivernes destinées à en mettre plein la vue, comme on dit, le temps d'une élection.

Et Chirac se donne beaucoup de mal pour convaincre ses électeurs. N'a-t-il pas déclaré qu'il allait visiter

les 119 communes de sa circonscription ! Malheureusement pour lui, le pouvoir en système capitaliste use et il ne permet pas de tromper longtemps le peuple. Aussi quand Chirac lance, comme il l'a fait dimanche soir à Egletons, un appel à tous les Français pour que «se constitue autour de lui et de l'UDR un grand rassemblement alliant la défense des valeurs essentielles du gaullisme aux aspirations d'un véritable travaillisme français», on n'a pas de mal à comprendre ce que cela signifie, c'est la remise à l'ordre du jour de la vieille tarte à la crème de la «participation», associée à la répression accrue contre les travailleurs en lutte, ce que Chirac appelle «le renforcement de la liberté».

Quant à la politique de défense de l'indépendance nationale faut-il rappeler à M. Chirac qu'il était déjà au gouvernement lorsqu'ont été paraphés les honteux accords d'Helsinki, accords d'encouragement à l'expansion et à l'agression du social-impérialisme russe.

En somme, les paroles changent mais l'air finit par être connu. Que ce soit les partis de la majorité ou ceux de l'Union de la gauche, la référence aux légitimes aspirations des masses constitue purement et simplement un appât pour avoir les gogos.

Montpellier

L'UNITE PARENTS D'ELEVES-ENSEIGNANTS

A Montpellier, mercredi 29 septembre, une centaine de personnes ont manifesté devant le rectorat. C'était des parents d'élèves et des instituteurs de plusieurs écoles où, après enquête de l'inspecteur primaire et contrôle serré des présences, des classes ont été fermées et les instituteurs mutés dans d'autres écoles. Quant aux élèves, ils sont répartis dans les classes restantes, ce qui alourdit les effectifs.

Devant le rectorat, sous une pluie battante, les flics nous attendaient et tout de suite, la délégation de «responsables» du SNI entra. Les manifestants devaient attendre plus d'une heure et demi leur retour.

Pendant ce temps, des trotskystes de l'AJS-OCI distribuèrent un tract où parlant du problème des fermetures de classe, ils appelaient à manifester devant l'assemblée nationale et les préfectures (mais oui !) pour imposer la dissolution de l'assemblée nationale et réclamer un gouvernement du «PCF et du PS». Au moins, ils ne se cachent pas pour jouer les béquilles des réformistes et des révisionnistes !

Et d'ailleurs, quand les «responsables» sortaient du rectorat, ils annonçaient que

«comme ils s'y attendaient, il n'y avait aucune réponse satisfaisante en ce qui concerne le maintien des postes, et donc ils appelaient les parents et enseignants à se joindre à la grève et à la manifestation du 7 octobre».

La colère se fit tout de suite sentir chez les manifestants qui disaient qu'ils n'attendaient pas le 7 pour imposer leurs revendications, et une assemblée générale des parents d'élèves de l'école Pré d'Arènes fut décidée pour le soir-même alors que les parents d'une autre école annonçaient qu'ils allaient l'occuper dès le lendemain.

QUE NOUS MONTRE CETTE ACTION

Il ne faut rien attendre des délégations qui vont négocier et de tous ces responsables du PCF et du PS qui ne cherchent qu'à canaliser le mécontentement des travailleurs vers des élections ou des grèves d'un jour qui ne changeront rien ; pas plus d'ailleurs que des trotskystes de tout bord qui sont leurs valets.

— On ne doit pas craindre l'action résolue et déterminée, même si elle doit être illégale, pour obtenir

satisfaction de nos revendications, en s'appuyant sur l'unité des parents et des enseignants de toutes les écoles en lutte, l'unité à la base et dans l'action, et non pas l'unité dont parlent les dirigeants pourris qui ne pensent qu'à leurs intérêts.

— Oui, les parents ont raison d'installer des piquets de grève devant l'école.

— Oui, ils ont raison d'occuper les écoles et d'entrer à l'académie.

— Oui, les instituteurs doivent s'unir aux parents contre les mauvaises conditions d'enseignement...

Un instituteur marxiste-léniniste.

Deux patrons empochent les profits pour se payer 500 autos anciennes

Les ouvriers des filatures du Groupe des frères Schlumpf, dans le Haut-Rhin, viennent de se faire expulser par les CRS alors qu'ils occupaient la résidence de «leurs» patrons. Cette occupation avait pour but de protester et de demander des comptes aux deux frères industriels qui s'étaient payés le luxe, avec les profits réalisés sur le dos des ouvriers, de s'offrir un musée de près de 500 automobiles anciennes remises en état de marche !

Cette pratique, déclare l'Union régionale CFDT «entraîne non seulement le chômage de la filature de Malmersprach, seule usine de ce village de 600 habitants, mais ce sont au total 2 000 emplois qui sont menacés dans trois filatures en Alsace et un tissage à Roubaix».

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE

le monde en marche

Hommage à Mao Tsè-toung pour l'anniversaire de la République Populaire de Chine

A l'occasion du 27^e anniversaire de la République populaire de Chine, plus de 400 délégués de l'industrie, de l'agriculture, de l'armée, de l'enseignement et du commerce de la capitale chinoise ont été réunis en une causerie solennelle sur la majestueuse tribune de Tien-an-men.

Le 29 septembre au soir, la place Tien-an-men était brillamment éclairée. La tribune se dressait, imposante et magnifique. Le portrait géant du président Mao, notre grand dirigeant, était bien au milieu du mur rouge de la tribune. Des deux côtés de la place, à l'est et à l'ouest, on voyait les grands portraits de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline et à son extrémité sud, un portrait de Sun Yat-sen.

Lorsque les délégués montèrent sur la tribune, ils étaient particulièrement émus, ressentant profondément la perte de leur grand dirigeant et éducateur, le président Mao qui, il y a 27 ans, était monté d'un pas allégre sur cette tribune même où il avait hissé lui-même le premier drapeau rouge à cinq étoiles, proclamant solennellement la naissance de la République populaire de Chine. Le peuple chinois était désormais debout. C'est là que le président Mao avait célébré quelque vingt fois, avec la population de la capitale, la grandiose fête nationale, passé en revue les travailleurs révolutionnaires par millions,

reçu plus de 10 millions de gardes rouges, rencontré de nombreux dirigeants de partis communistes frères et d'organisations marxistes-léninistes ainsi que des hôtes de marque de divers pays et fait des déclarations solennelles soutenant les peuples de divers pays dans leur lutte révolutionnaire. Ce haut lieu, mondialement connu, est pour les peuples de nos diverses nationalités, le symbole de l'unité, de la lutte et de la victoire. Le président Mao n'est plus. Mais le rayonnement de sa pensée est éternel et sa ligne révolutionnaire nous conduira toujours de victoire en victoire.

A 19 heures, Wou Teh, membre du Bureau politique du Comité central du PCC, premier secrétaire du Comité du parti pour la municipalité de Pékin et président du comité révolutionnaire de cette municipalité, a déclaré ouverte la causerie. Pendant plus de deux heures, les délégués des divers milieux ont prononcé l'un après l'autre des interventions au cours desquelles ils ont exprimé leur immense regret pour la disparition du président Mao, exaltant ses immenses mérites, confronté les expériences qu'ils ont accumulées dans l'étude de ses œuvres, envisagé un plan d'étude et fait part des victoires remportées dans la critique approfondie de Teng Siao-ping et dans la riposte à la déviation de droite contestant les conclusions justes.

Ils se sont déclarés déterminés à faire de leur douleur une force et à s'unir pour remporter des victoires encore plus éclatantes.

Tous les participants ont exalté les mérites du président Mao, constaté l'excellente situation de la grande Chine socialiste qui débordait de vitalité et connaît un prodigieux essor à la lumière de sa pensée, passé en revue les importantes victoires que le pays a remportées dans la révolution et l'édification socialistes sous sa direction et critiqué avec indignation la ligne révisionniste contre-révolutionnaire de Teng Siao-ping. Ils se sont déclarés déterminés à demeurer fidèles à sa volonté, à «pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, à travailler à l'unité et non à la scission, à faire preuve de franchise et de droiture, et à ne tramer ni intrigues ni complots», à faire de leur douleur une force, à s'unir étroitement autour du Comité central du parti, à étudier avec application le marxisme, le léninisme, la pensée-maotsétoung, à appliquer la recommandation du président Mao : «procéder suivant l'orientation établie», à persister à tout axer sur la lutte de classes, à maintenir la ligne fondamentale du parti, à continuer la révolution sous la dictature du prolétariat, à être toujours fidèles à l'internationalisme prolétarien.

(D'après Chine nouvelle).

Palestine occupée Nouvelle manifestation contre l'occupant

Dimanche, plusieurs centaines de manifestants arabes de Palestine ont protesté contre les occupants sionistes dans la ville d'Hébron. Les manifestants s'élevaient plus particulièrement contre la profanation cynique par les sionistes du lieu de culte. Malgré l'intervention féroce des «forces de sécurité» de l'occupant diverses manifestations ont continué à se tenir.

Rappelons que mercredi dernier, les habitants arabes sur la rive occidentale du Jourdain et dans la bande de Gaza occupées par Israël ont organisé des grèves et des manifestations contre les autorités israéliennes qui ont réprimé avec terreur les habitants arabes, confisqué leurs biens et les ont forcés à déménager.

Des milliers d'ouvriers arabes en territoires occupés ont organisé une grève de deux heures pour protester contre les atrocités perpétrées par les autorités israéliennes. Le même jour, les habitants arabes dans les villes sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza ont manifesté en scandant des slogans contre l'agression israélienne. Sur la rive occidentale, magasins et écoles ont fermé leur porte et les étudiants sont descendus dans la rue. Ils ont lapidé des véhicules militaires israéliens et mis le feu à des pneus.

L'Union soviétique multiplie ses essais nucléaires souterrains

La clique Brejnev n'a jamais manqué une occasion de déclarer qu'elle ferait «tous ses efforts pour accentuer la détente internationale», affirmation qui n'a pas empêché l'Union soviétique de procéder hier à un nouvel essai nucléaire souterrain afin d'accélérer le rythme d'expansion de ses armements et de ses préparatifs de guerre.

Il est à noter qu'à la veille de cette explosion, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Gromyko, avait débité à la 31^e session de l'Assemblée générale de l'ONU qu'il était nécessaire de mettre fin aux essais nucléaires partout et pour tous et appelé d'autres pays à «manifestar leur bonne volonté» en acceptant la proposition soviétique sur la «réduction de la fabrication continue des armes de destruction massive». Gromyko avait même déclaré qu'«un des plus importants objectifs des activités de la politique étrangère de l'Union soviétique» était de «restreindre la course aux armements» et ensuite de «s'attaquer au désarmement».

Mais les essais nucléaires que l'Union soviétique ne cesse de multiplier prouvent que les propos de Gromyko ne sont rien d'autre qu'une manœuvre visant à lier pieds et poings aux autres pays et à camoufler la course aux armements et les préparatifs de guerre que le Kremlin poursuit à grande échelle.

Merlebach

capitalistes assassins !

(Suite de la page 1)

«J'estime que ce genre de négligence, commise en connaissance des risques éventuels constitue une préméditation.»

Le directeur général des Houillères, Cœuille, s'est empressé de déclarer que les familles des victimes seront indemnisées et que le chômage technique sera payé à 75 %. Cynisme crapuleux de l'exploiteur pour qui tout est marchandise, tout s'achète ou se compare avec de l'argent.

Nos cœurs et nos poings se serrent pour les 16 morts de Merlebach, pour tous les autres, victimes anonymes ou ignorées des chantiers du bâtiment, de la SNCF ou des ateliers.

Réclamer vengeance, oui ! Mais surtout s'organiser, transformer la douleur en force, mettre la haine de classe au service de la lutte révolutionnaire prolongée contre la dictature sanglante de la bourgeoisie.

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

ÉDITION
SPÉCIALE

BP 61
75861 Paris Cedex 18
La Source
Commission paritaire
No 57 952

NI PLAN BARRE, NI PROGRAMME COMMUN !

Déclaration du Comité central du PCMLF

Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France dénonce les initiatives des partis de l'Union de la gauche et des directions révisionnistes et réformistes des confédérations syndicales comme visant à récupérer le légitime mécontentement de la classe ouvrière, des petits paysans et des masses populaires.

Le faux Parti communiste français, le Parti socialiste et les Radicaux de gauche n'ont d'autre but que de rallier les travailleurs à leur démagogie électorale en prévision des élections municipales prochaines et des législatives de 1978. Les travailleurs ne doivent pas servir de force de manœuvre aux rivalités des différentes cliques de la bourgeoisie capitaliste.

Ce dont ont besoin les ouvriers, les petits paysans et les masses populaires, c'est de la destruction du capitalisme et de l'instauration du socialisme, et non du remplacement d'un gouvernement bourgeois de droite par un gouvernement bourgeois de gauche. Aussi le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle-t-il à lutter contre toutes les forces de la bourgeoisie capitaliste exploiteuse, pour faire triompher les intérêts de classe authentiques de la classe ouvrière, des petits paysans et des masses populaires.

Ni plan Barre, ni Programme commun !

Non à toute démagogie, qu'elle émane de Giscard d'Estaing ou de Mitterrand, de Barre ou de Marchais !

La journée d'action du 7 octobre 1976 ne peut suffire à imposer les justes droits des travailleurs. La bataille nécessaire doit être soutenue avant, pendant et après cette journée par le recours à des formes de lutte concrètes et efficaces sous le signe de la lutte classe contre classe, classe ouvrière contre bourgeoisie !

Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France

appelle donc tous ses militants, les ouvriers, les petits paysans et tous les éléments avancés à l'union et à l'action dans toutes les entreprises, usines, administrations, services, villages, villes et à Paris, pour entraîner les plus larges masses à la fois contre le plan Barre et contre le Programme commun, mystification de la bourgeoisie de gauche.

En ce qui concerne cette journée du 7 octobre 1976, qui nécessitera d'être suivie par la poursuite et l'intensification des luttes, le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle les militants marxistes-léninistes et tous les révolutionnaires prolétariens à agir pour la placer sous le signe d'une offensive politique d'ampleur nationale inégalée contre la politique d'ensemble de la bourgeoisie de droite ou de gauche.

A cette occasion, le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France recommande à tous les militants de définir localement leurs interventions et activités en fonction de leurs forces et des conditions locales, sous les formes les plus efficaces pour impulser une juste ligne de masse.

Ainsi, selon les situations particulières, les militants pourront intervenir dans les manifestations et défilés prévus en mettant la politique au poste de commande contre le plan Barre et le Programme commun.

Mais en aucun cas, les marxistes-léninistes ne se placeront à la remorque des révisionnistes et des réformistes.

Une seule solution : union et action pour préparer des changements réels, pour préparer la seule issue répondant aux intérêts de classe de la classe ouvrière, des petits paysans et des masses populaires, la Révolution prolétarienne instaurant la dictature du prolétariat et le socialisme !

Le 1er octobre 1976.

Le plan Barre qui vient d'être décidé se présente fausement comme un plan de lutte contre l'inflation. Celle-ci est en effet une caractéristique inévitable du système capitaliste et en particulier de l'impérialisme, du capitalisme monopoliste d'État : les monopoles utilisent l'inflation dans leur course effrénée aux surprofits.

Le nouveau plan de la bourgeoisie monopoliste est d'ailleurs le cinquième depuis 1958, sans que jamais aucun n'ait abouti à réduire la hausse des prix. Bien au contraire, l'inflation n'a fait que s'accroître en liaison avec l'approfondissement de la crise générale et mondiale du capitalisme. D'ailleurs l'augmentation des prix a atteint ces trois dernières années des taux-record de l'ordre de 15 %.

Le plan Barre est donc de la poudre aux yeux, l'inflation ne sera pas jugulée, même si pour donner le change l'indice de l'INSEE augmente moins rapidement dans les prochains mois par l'utilisation de quelque nouveau trucage de l'indice.

Ce plan est démagogique : il représente la nouvelle tactique électorale de la clique bourgeoise au pouvoir pour essayer de remporter les prochaines municipales et législatives sur l'autre clique bourgeoise représentée par les partis signataires du Programme commun : chacun veut essayer de prouver qu'elle la meilleure gestionnaire du système capitaliste, qu'elle peut seule sortir de la crise.

Or sans renversement du système capitaliste, sans dictature du prolétariat il est impossible d'empêcher les capitalistes de profiter de

la crise pour s'enrichir sur le dos du peuple. A-t-on jamais vu un gouvernement bourgeois exercer la dictature sur la bourgeoisie ? A-t-on jamais vu un gouvernement bourgeois faire échec aux profits camouflés, aux augmentations cachées et autres combines ? Si les masses populaires elles-mêmes n'exercent pas directement leur contrôle et n'imposent pas elles-mêmes leur volonté, il est impossible d'empêcher les capitalistes de recourir à tous les moyens pour augmenter leurs profits.

La caractéristique fondamentale du plan Barre, c'est que c'est un plan de défense du système capitaliste en crise, d'exploitation de la classe ouvrière et des masses populaires.

La crise du système capitaliste s'est profondément aggravée ces dernières années et elle a entraîné, entre autres conséquences, une réduction sensible des profits. Pour essayer de rétablir ses profits, la bourgeoisie monopoliste veut extorquer davantage de plus-value, accentuer l'exploitation de la classe ouvrière et du peuple. Les principales mesures du plan Barre visent bien ce but :

- blocage des salaires, puisque ceux-ci ne devront pas augmenter plus en 1977 que l'indice INSEE des prix. Quand on sait que celui-ci sous-estime la hausse réelle des prix des marchandises que doivent se procurer les travailleurs de 3 à 4 %, on voit quelle baisse du salaire réel devrait intervenir l'an prochain selon les vœux de la bourgeoisie monopoliste.

- d'autant que les cotisations Sécurité sociale sont augmentées de plus de 1 % entraînant une aggravation de la paupérisation de la classe ouvrière.

les impôts eux aussi sont augmentés, tant pour 1976 que pour 1977, puisque le barème de l'impôt sur le revenu ne tiendra pas compte de la hausse des prix, ce qui équivaudra à une augmenta-

tion de plus de 10 % de l'impôt.

- majoration de 15 % de l'essence et de 43 à 120 % de la vignette-auto, ce qui touche directement les travailleurs pour lesquels aujourd'hui la voiture n'est pas un luxe, mais souvent un moyen de transport indispensable.

- distribution de subventions et de facilités de crédit aux entreprises afin de faciliter l'accumulation du capital et le « redéploiement » des monopoles français dans le monde, ce qui, se fait toujours sur le dos des exploités.

- le chômage qui frappe plus de 1 500 000 travailleurs continue et continuera à se développer dans les prochains mois.

Ce nouveau plan de sauvetage du capitalisme en crise montre bien, une fois de plus, que ce qui doit être au premier plan de la lutte de la classe ouvrière et des masses populaires, c'est la dénonciation du système capitaliste lui-même, la nécessité de renverser la domination de la bourgeoisie et d'établir, par la révolution prolétarienne, la dictature du prolétariat.

C'est pourquoi, face à ces nouvelles mesures qui sont parmi les plus réactionnaires de ces dernières années, le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle la classe ouvrière, les petits-paysans et l'ensemble des masses populaires à développer la lutte classe contre classe, à la fois pour leurs revendications immédiates et pour la révolution prolétarienne.

(Suite au verso)

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

TIRANA

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 205 m



Ces 4 pages font l'objet
d'un tirage spécial en vue
d'une vente militante au
prix de 1 F.

Ni plan Barre, ni Programme commun !

LA CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE DU PCMLF, UNE ARME DANS LES LUTTES ACTUELLES

Assurément les difficultés de la classe qui domine toute notre société sont grandes. Exorçant depuis des dizaines d'années des profits gigantesques sur le dos de la classe ouvrière, du peuple travailleur de France et des peuples des colonies ou des néocolonies, la bourgeoisie connaît depuis quelques années une crise politique et économique qui s'approfondit et qui touche tous les pays capitalistes du monde, à l'occident comme dans l'empire du social-impérialisme russe. Une minorité d'exploiteurs s'est enrichie et veut continuer à s'enrichir en renforçant l'exploitation et l'oppression.

La bourgeoisie capitaliste, l'ennemi fondamental

Un fait révélateur parmi des centaines d'autres semblables : le grand bourgeois Marcel Dassault se fait voler 8 millions de nouveaux francs et vient tout sourire déclarer que c'est une bagatelle à la télévision alors que cette somme représente 4 siècles de salaires d'un ouvrier spécialisé de la région parisienne ! Aujourd'hui les diverses parties de la bourgeoisie sont divisées sur la conduite à tenir pour faire face à cette crise. Après avoir longtemps prétendu que tout allait bien, le gouvernement, avec le plan Barre, reconnaît que cela va plutôt mal et cherche à remédier à l'inflation, au chômage, aux conséquences de la sécheresse en prélevant davantage sur les salaires ouvriers. En attaquant le pouvoir d'achat des travailleurs par le moyen des impôts ou l'échelle mobile des salaires, en augmentant les cotisations à la Sécurité sociale, le pouvoir capitaliste a recours aux moyens habituels des patrons en difficulté : faire payer la crise aux larges masses populaires.

C'est dans une telle situation que les travailleurs se convainquent rapidement que leur ennemi fondamental et irréductible, c'est

l'ensemble de la bourgeoisie et l'État qui est à son service comme le rappelle et le souligne avec force la Conférence nationale ouvrière du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

La politique de la bourgeoisie

Les différents partis représentant les intérêts de la bourgeoisie sont d'accord pour perpétuer le système capitaliste qui garantit la liberté d'une toute petite minorité de la population de continuer à opprimer et à exercer une dictature ca-

nom de l'intérêt national pour sortir le pays de la crise.

Sur ce terrain, les différents partis politiques de la bourgeoisie sont divisés et n'ont pas les mêmes atouts. Les partis au pouvoir depuis des années comme l'UDR ou les Républicains indépendants sont largement discrédités parmi les larges masses populaires. Ils sont connus et dénoncés comme les valets et les responsables de la politique de la classe capitaliste. Il n'en est pas de même pour les partis de l'Union de la gauche, PS et PCF en tête qui sont dans l'opposition gouvernementale.



moufiée en démocratie sur l'immense majorité. L'objectif pour ces partis c'est d'empêcher les révoltes, mouvements de grève ou de protestation qui se développent spontanément dans les masses populaires qui subissent les conséquences de la crise. La répression est un des moyens de la politique bourgeoise, licenciements d'ouvriers et de militants syndicalistes combattifs dans les entreprises, attaques des CRS contre les manifestations paysannes ou les piquets de grève, emprisonnement arbitraire, même du point de vue de la légalité bourgeoise, de militants syndicalistes ou marxistes-léninistes comme notre camarade Romain Le Gal ou des syndicalistes CFDT pendant des mois sans procès et avec des dossiers vides sur simple décision du ministre de la Justice.

L'autre moyen de la politique bourgeoise pour empêcher les révoltes populaires, c'est la démagogie sociale, les appels à la collaboration de classe, au

depuis de nombreuses années. Leur stratégie et leur tactique sont fondées sur les illusions qu'ils propagent dans les masses pour obtenir ce fameux consensus social que leurs rivaux ne peuvent obtenir. Leur raisonnement est simple : une fois au pouvoir, nous pourrions assurer le maintien de l'ordre et la paix sociale en appelant les travailleurs à retrouver leurs manches et à se serrer la ceinture pour soutenir un gouvernement de «gauche» représentant la classe ouvrière. C'est une solution à laquelle la bourgeoisie a déjà eu recours



dans le passé avec Léon Blum en 36, avec les ministres PCF en 1945 ou les gouvernements de la 4e République dans les années 50. Le Programme commun ne diffère en rien de cela.

Ni plan Barre, ni Programme commun

Il propose les nationalisations de certains trusts c'est-à-dire d'accroître la propriété de l'État. Mais qui est

propriétaire de l'État et le restera sans révolution prolétarienne pour instaurer la dictature de la classe ouvrière, de la majorité du peuple sur les exploités ? Différentes entreprises sont nationalisées aujourd'hui mais cela ne change rien car l'État-patron c'est celui de la bourgeoisie.

Quand aujourd'hui, les dirigeants du PCF et du PS ainsi que les directions syndicales CGT et CFDT qu'ils contrôlent, répriment les ouvriers révolutionnaires, excluent des sections syndicales qui n'acceptent pas leur ligne politique (section CGT de l'IMRO dernièrement), quand ils combattent les initiatives de coordination des luttes qu'ils ne peuvent contrôler, quand ils calomnient et répriment main dans la main avec le pouvoir, la grève des ouvriers immigrés de la Sonacotra, quand ils ont poignardé des mouvements révolutionnaires de masse comme en mai-juin 68, et de nombreuses grèves classe contre classe (Joint français, Lip, postiers, OS de Renault, SNCF en mars 76) qui peut prétendre qu'ils agiront différemment demain quand ils auront l'appareil d'État en main ? Quand ils propagent le poison du respect de la légalité bourgeoise et répriment toute démocratie syndicale ou prolétarienne (contre les comités de grève par exemple) ils font déjà le travail qui sera le leur s'ils parviennent au pouvoir. S'ils s'emparent de revendications sociales pour tromper et canaliser les luttes populaires, cela n'a rien de surprenant, les hitlériens faisaient bien de même pendant la grande

crise en Allemagne dans les années 30.

C'est le moyen pour eux de trouver une base de masse à leur projet contre-révolutionnaire ; c'est pourquoi la Conférence nationale ouvrière a repris comme axé le mot d'ordre fondamental de toujours du PCMLF : arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne, obstacle principal à la révolution prolétarienne.

Déclaration du Bureau politique du PCMLF

(Suite)

Cette nouvelle attaque des intérêts du prolétariat trouve face à elle un mécontentement et une combativité croissants. C'est pour essayer de les canaliser qu'à l'initiative des dirigeants révisionnistes du faux parti communiste français la CGT, la CFDT et la FEN appellent à une journée nationale de grève le 7 octobre.

Les canaliser vers le Programme commun et les prochaines échéances électorales, issue que proposent les forces révisionnistes et réformistes, mais qui n'est qu'une impasse pour les travailleurs.

Car il s'agit de remplacer une clique bourgeoise par une autre en laissant intact le système capitaliste et en faisant passer l'économie française sous la dépendance du social-impérialisme russe. Cette grève du 7 octobre n'offre aucun débouché précis.

Elle est dans l'esprit des dirigeants confédéraux une opération sans lendemain, une opération politique bourgeoise dévoyant la combativité des travailleurs. Elle n'en sera pas moins l'occasion pour la classe ouvrière de manifester sa détermination de plus en plus grande de refuser de faire les frais de la crise et d'en finir avec le système capitaliste.

Pour l'édification du PCMLF

La volonté de lutter classe contre classe grandit et se développe dans la classe ouvrière de par le fait même de la crise profonde du système. Les grèves et mouvements revendicatifs se multiplient. Toute grève a un caractère politique pour les communistes marxistes-léninistes, et c'est particulièrement vrai dans une situation de crise, c'est ce que disent les travailleurs eux-mêmes. Organiser, unifier et diriger ces grèves contre l'ennemi fondamental, la bourgeoisie capitaliste et tous ses représentants, c'est la tâche prioritaire que se fixent les marxistes-léninistes. Forger, édifier au cours des batailles de classe intenses qui se préparent le parti politique propre du prolétariat, son état-major de combat indispensable pour affronter l'ennemi organisé et ses différents états-majors voilà la priorité des priorités pour tous les ouvriers conscients. Multiplier les cellules d'entreprise du PCMLF, les consolider dans la lutte de classe contre le pouvoir d'État et les partis traitres

C'est pourquoi le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle ses militants, tous les éléments avancés du prolétariat à une participation critique à la grève du 7 octobre, dans leurs entreprises, dans le cadre de leurs sections syndicales :

— en s'appuyant sur la mobilisation et la volonté de lutte des masses.

— en recherchant avec elles, concrètement, localement, par ateliers, chantiers, bureaux les formes et mots d'ordre d'actions appropriés.

— en dénonçant le plan Barre pour ce qu'il est : un plan de sauvegarde du capitalisme.

— en montrant bien que la cible c'est le système capitaliste lui-même, la bourgeoisie monopoliste, mais aussi l'autre clique bourgeoise de l'Union de la fausse gauche, en dénonçant le Programme commun comme un programme bourgeois.

— en développant la lutte à la fois pour la satisfaction des revendications immédiates et pour la révolution prolétarienne.

**A BAS LE CAPITALISME
NI PLAN BARRE, NI
PROGRAMME COMMUN**

Le 28 septembre 1976
Le Bureau politique
du PCMLF

à la classe ouvrière afin de diriger et de soutenir en apprenant auprès d'elles toutes les initiatives anticapitalistes des ouvriers, des petits paysans et des autres couches populaires, afin de préparer et tracer la voie de la révolution prolétarienne en France pour instaurer le socialisme et la dictature du prolétariat, voilà la grande tâche et le grand appel lancé par la Conférence nationale ouvrière du PCMLF à tous les travailleurs de France.



TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 39226672 — La Source

Ni plan Barre, ni Programme commun !

La crise du capitalisme international

Des mesures identiques au plan Barre sont prises ou ont été prises dans tous les pays capitalistes du monde.

LA CRISE DU CAPITALISME INTERNATIONAL

L'Angleterre a vu une augmentation des prix de 30 à 40 % en 2 ans. L'Italie de plus de 50 %. En Angleterre, ce sont 1,5 millions de travailleurs qui n'ont pas officiellement de travail. En France, c'est plus de 1 million officiellement.

Le Portugal est également touché par une des cri-

ses les plus importantes de son histoire, et ce n'est certes pas la présence au pouvoir d'un premier ministre «socialiste» qui peut arranger les choses, car rien dans les options économiques de ce gouvernement ne diffère, de près ou de loin, des autres schémas économiques capitalistes.

Au Canada, comme ailleurs, la bourgeoisie monopoliste essaie de s'en sortir en accentuant la stimulation artificielle de l'écono-

mie, mais ne réussit qu'à aggraver encore plus l'inflation.

Le plan Trudeau, en vigueur depuis un an, est le frère jumeau du plan Barre : ce projet de loi «limite des hausses salariales des ouvriers des 1 500 plus grandes usines et des travailleurs des services publics a un "facteur de protection de base" de 8 % pour la première année, 6 % pour la seconde et 4 % pour la 3e...», déclarait l'hiver dernier «La Forge», organe central de la Ligue communiste (ml) du Canada.

Le journal poursuivait : «Quand l'inflation s'accroît au rythme de 12 % par année, ce que de telles restrictions signifient, c'est la chute réelle de la plupart des salaires !»

Ces mesures s'accompagnaient de la montée des prix de l'essence et de l'huile, de la nourriture et de la plupart des biens importés. Parallèlement, de lourdes amendes allant jusqu'à 10 000 dollars et des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 5 ans, devaient frapper des travailleurs qui oseraient se lever pour défendre leurs droits.

Aux USA, l'évangéliste, Carter, prétend également s'attaquer à l'inflation et surtout au chômage qui touche encore 10 millions de travailleurs.

C'est ainsi qu'il propose une diminution du budget militaire, mesure illusoire, pour arriver à ses fins. Nixon en 73, Ford un peu plus tard, avaient déjà proposé des plans de blocage des salaires qui s'étaient accompagnés de hausses vertigineuses des prix en particulier des denrées alimentaires.

En Grande-Bretagne, les mesures d'austérité, les lois antigrève, les blocages des salaires, tout cela avec la bénédiction des organisations syndicales de collaboration de classe et du Parti travailliste, n'ont absolument pas permis une quelconque relance ou stabilisation de la monnaie.

Au contraire, on assiste depuis quelques jours à la chute libre de la Livre.

Avec elle se dévalue la plupart des monnaies occidentales. Le Franc se porte mal, la Lire également, seul le Franc suisse et le Mark, résistent pour l'instant, mais pour combien de temps ?

Face à toutes ces mesures, à cette multiplicité de «Plans Barre», la classe ouvrière se dresse dans une lutte déterminée. Au Canada, le nombre de journées de grève par travailleur a été, l'an passé, le plus important du monde capitaliste : les masses travailleuses canadiennes préparent pour le 14 octobre une grande journée de grève générale contre les mesures Trudeau.

Aux USA, l'intensification des luttes de classe est également significative.

Alors que l'économie américaine a tendance à redémarrer, le chômage reste extrêmement élevé, et les réductions budgétaires, licenciements, montées des prix et autres atteintes au pouvoir d'achat des travailleurs restent monnaie courante.

LE PCF ET LA CRISE

C'est tout cela en tête que l'on doit alors analyser les positions du PCF face à la crise. En refusant consciemment de présenter la crise sous son côté international, touchant à la fois les pays de l'Ouest et de l'Est, les révisionnistes veulent faire avaler que s'ils étaient au pouvoir, ils pourraient juguler l'inflation tout seuls, quelle que soit la situation internationale du marché à ce moment-là.

En réalité, ils ne pourront en aucune façon résoudre la crise, car leurs projets économiques n'ont plus rien de

socialistes. Ce qu'ils veulent faire, c'est étatiser, nationaliser quelques grandes entreprises dans le cadre de l'économie bourgeoise. Mais ces nationalisations ne changeront rien à la loi de l'offre et de la demande, à la loi inéluctable d'accumulation du capital, c'est-à-dire de maintien ou d'accroissement du taux de profit.

Seule la destruction du système bourgeois et son remplacement par la dictature du prolétariat réussiront à supprimer à jamais l'inflation. En aucune façon messieurs les révisionnistes, fidèles gérants du capitalisme, ne pourront empêcher l'existence et l'approfondissement de telles crises.

Mais les dirigeants du PCF et leurs maîtres soviétiques veulent encore faire passer la contre-vérité que les nationalisations seraient «le remède».

Léontiev, économiste russe, déclare dans son «Précis d'économie politique» :

«... Dans certaines conditions, la nationalisation bourgeoise peut être utilisée par la classe ouvrière dans sa lutte contre l'arbitraire des monopoles. Aussi la bourgeoisie se prononce-t-elle fréquemment contre la nationalisation, tandis que la classe ouvrière, son parti et les syndicats lui sont favorables.»

«En réclamant la nationalisation de l'industrie et des banques, la classe ouvrière revendique la remise de la gestion des entreprises nationalisées aux mains des véritables représentants du peuple...»

Ainsi, comme nous le disions, les révisionnistes sont bien les fidèles gérants du capitalisme. Ils remplaceraient à la gestion des entreprises ainsi nationalisées une clique de capitalistes par une autre, sans toucher à un seul cheveu des lois fondamentales du marché capitaliste, c'est-à-dire en se gardant bien de toucher aux causes véritables des crises du système.

Ce n'est certes pas par une seule journée de grève générale que les travailleurs engageront une lutte efficace contre les mesures d'austérité ; ils le savent et savent aussi que les révisionnistes chercheront à canaliser leur colère pour mieux vendre leur camelote électoraliste du Programme commun.

Ainsi le 7, ils mettront en avant les positions suivantes :

Non au plan Barre !

Non au Programme commun !

Non aux dirigeants du PCF, fidèles gérants du capitalisme !

Seule solution : la Révolution prolétarienne !

L'URSS : UN PAYS CAPITALISTE ET IMPERIALISTE EN CRISE

La restauration du capitalisme en URSS s'est manifestée sur le plan économique par des changements dans le mode de production, qui se traduisent dans les mots d'ordre officiellement adoptés dans le pays sur «les stimulants matériels», «l'extension de l'indépendance des entreprises», «l'importance accordée aux objectifs de profit». Ce sont ces orientations bourgeoises qui ont guidé la réorganisation sur une grande échelle du «nouveau système économique» soviétique lors de la session plénière du Comité central du PCUS tenue en septembre 1965.

Ainsi les rapports socialistes de production ont été changés pour faire place à un capitalisme monopoliste d'état, extrêmement concentré, contrôlé par une couche capitaliste de bureaucrates privilégiés.

La restauration du capitalisme en URSS s'accompagne évidemment, pour la classe ouvrière soviétique, de toutes les conséquences d'un régime qui vit de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Contrairement aux affirmations mensongères que diffusent à longueur de colonnes «L'Humanité» ou la «Vie ouvrière» l'URSS, pas plus que les pays de l'Est qu'elle tient sous sa botte pesante, ne sont aujourd'hui des «paradis» pour les travailleurs.

Le nombre des ouvriers licenciés ne cesse de s'accroître. Rien qu'en 1970, 6 630 000 travailleurs ont été licenciés. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les impératifs du profit maximum imposent aux travailleurs une mobilité accrue, sans parler de la répression politique qui vise à les museler, à étouffer leurs légitimes revendications. Sous prétexte de «rationalisation», les administrateurs des entreprises russes ont accru arbitrairement les cadences de travail.

Les mêmes principes ont guidé la réorganisation de l'agriculture en URSS, abolissant toutes les restrictions vis-à-vis des parcelles individuelles et abandonnant des secteurs entiers de la production à la «libre» entreprise et au marché noir. Ce sont ces «marchés libres» qui approvisionnent en nourriture les centres urbains. Les marchandages y vont bon train et les prix varient en fonction de l'offre

et de la demande. Comme dans le secteur industriel, les dirigeants de kolkhoses et des sovkhoses sont des patrons tout puissants. Ils ont le droit de vendre librement des produits animaux ou végétaux, de donner la terre à blé en fermage, de décider de la rémunération des ouvriers agricoles, de les punir par des sanctions administratives ou économiques. Leurs appointements sont de 20 à 30 fois supérieurs au salaire des travailleurs, alors que 30 millions de paysans vivent toujours avec un niveau de vie extrêmement bas.



File d'attente devant un magasin d'alimentation à Moscou.

Une autre raison explique la stagnation générale du niveau de vie des travailleurs : c'est l'incroyable degré de la militarisation de l'économie : 60 % des entreprises soviétiques travaillent en effet, d'une façon ou d'une autre à des objectifs militaires. Et l'on sait que la production des armes et du matériel de guerre est, sur le plan économique, rigoureusement improductive.

Les statistiques officielles des révisionnistes soviétiques indiquent qu'au cours des dix dernières années, les impôts ont augmenté de 140 % dans le pays. En 1975, les travailleurs se sont vus soustraire, sous forme d'impôt, 18 400 000 000 de roubles. La presse à la botte du Kremlin a elle-même été contrainte de reconnaître qu'on trouve difficilement du pain, des pommes de terre, de la viande et des légumes dans de nombreuses régions d'URSS. Ces dernières années, l'État a majoré les prix de la viande de 30 à 33 %, celui des légumes de 23 %,

entraînant des révoltes populaires comme celle qui s'est déroulée encore récemment en Pologne pour refuser une brutale augmentation des produits de première nécessité.

Mais la féroce exploitation de la classe ouvrière et des travailleurs soviétiques, imposée par une véritable dictature fasciste, ne suffit pas à satisfaire les appétits de Brejnev et consorts pour pouvoir produire tranquillement toujours plus de canons, de chars, de bombardiers et de sous-marins nucléaires afin de menacer le monde entier et l'Europe

en particulier où ils rêvent de «planter leurs rivaux américains ; ils pillent et oppriment cruellement les pays du tiers monde auxquels ils volent, en les payant à bas prix, leurs matières premières (le gaz à l'Iran, le coton et le jute à l'Inde, le sucre à Cuba, etc.) : Ils mettent en coupe réglée les pays de l'Est, par le truchement du COMECON entièrement tourné vers la production destinée à satisfaire leurs propres besoins, sous le masque de la division du travail : la moitié des machines et des équipements, les quatre cinquièmes des bateaux, les trois cinquièmes du matériel roulant, les deux tiers des équipements de l'industrie chimique, fabriqués dans les pays de l'Est sont destinés à l'URSS.

Mais les récentes insurrections ouvrières de Pologne tracent le sort futur qui sera réservé à Brejnev et consorts. Tôt ou tard, la classe ouvrière soviétique règlera ses comptes avec ces nouveaux bourgeois.

Ni plan Barre, ni Programme commun !

L'INFLATION, LOI DU CAPITALISME

La crise grave que traverse aujourd'hui le capitalisme français est loin d'être isolée, d'être réduite aux seules frontières de l'hexagone. C'est au contraire une crise profonde, mondiale, atteignant aussi bien l'Europe que l'Amérique du Nord, l'URSS que les pays de l'Est.

On nous dit d'un côté, que cette crise est une crise inflationniste et que les causes viennent du fait que «les Français vivent au-dessus de leurs moyens». Pour trouver un remède à cela, il importe que «la nation toute entière participe à l'effort de redressement économique».

D'autre part, les révisionnistes clament à qui veut les entendre, que s'ils étaient au pouvoir, ils pourraient non seulement juguler la crise, c'est-à-dire empêcher que le phénomène inflationniste ne

soit une composante inéluctable de l'économie capitaliste, mais réussir, grâce au tour de passe passe du Programme commun, à maintenir les prix, augmenter les salaires, réduire les marges bénéficiaires des monopoles et seuls dans la brochette des pays capitalistes, échapper aux crises de marché et aux crises monétaires.

Efforçons-nous de démontrer ce que sont les caractéristiques générales de l'inflation d'une part, et d'autre part, en quoi le projet révisionniste n'est qu'un mensonge de plus sur

leur longue liste de trahison des intérêts de la classe ouvrière.

L'INFLATION

Tout d'abord, l'inflation est un phénomène inévitable de l'économie capitaliste.

Le système d'échange capitaliste, c'est un système d'achat et de vente de marchandises sur un marché, avec entre les deux opérations «achat et vente», création d'une marge de profit

que l'on appelle la «plus-value».

Le capitaliste achète la force de travail du prolétaire au taux le plus bas (taux qui lui permet essentiellement de survivre et de renouveler sa force de travail) ; cette force de travail transforme une matière première en produit fini, et crée donc de la valeur. Le capitaliste ensuite, s'efforce de proposer cette marchandise sur le marché au prix le plus haut possible, et empêche donc la différence entre l'achat de la force de travail du prolétaire et la vente du produit fini.

Ces produits, cette «plus-value», il va la réinvestir dans d'autres secteurs de sa branche économique

afin d'augmenter le taux de profit qu'il pourra effectuer.

En effet, Marx a démontré que la bourgeoisie, pour sa propre survie, devait «accumuler le capital», c'est-à-dire produire toujours plus à des prix toujours plus compétitifs afin de ne pas se faire «faucher» les marchés par les concurrents directs vendant les mêmes produits.

Par ce phénomène, on en arrive donc à une course effrénée vers la production, en exploitant de plus en plus directement le prolétaire qui, lui, produit de plus en plus de «valeur» mais n'en touche, sous forme de salaire, qu'un pourcentage de plus en plus faible.

Le capitalisme arrive ain-

si rapidement à des crises de surproduction caractéristiques de l'anarchie économique de ce système, et il se passe alors un double phénomène :

— les entreprises les moins importantes, ne pouvant rentrer en compétition avec les grands trusts du point de vue du prix de vente de leurs produits, licencient à tour de bras, préférant sauvegarder leur capital pour le réinvestir ailleurs dans une branche économique pas encore «saturée». Il y a donc création d'une grande armée de chômeurs.

— les entreprises désirant bien évidemment maintenir leur taux de profit, mais ayant momentanément perdu le contrôle des marchés, il y a donc, comme nous l'avons indiqué, ou bien licenciement massif, et réinvestissement du capital dans une autre branche, ou bien intervention de l'Etat capitaliste qui, pour juguler la crise, se met à encourager le crédit à la consommation, à accroître les dépenses publiques et augmenter les subventions aux monopoles.

Aujourd'hui l'inflation revêt les deux caractéristiques ci-dessus.

Mais pour encourager le crédit et les subventions aux monopoles, l'Etat a besoin de ressources financières qu'il n'a pas (c'est-à-dire qu'il n'a pas, s'il veut maintenir le taux de profit du capitalisme, bien entendu). L'Etat imprime donc une grande quantité de papier-monnaie, quantité qui ne correspond pas aux réserves en or ou en devises (après la 2e guerre mondiale, le dollar était devenu la «valeur de référence») ni à l'accroissement réel de l'activité économique. Ainsi, l'argent perd de sa valeur : il se dévalue. Pour faire face à cela, le capitalisme va dévaluer tout un train de mesures classiques pour tenter à nouveau de maintenir ou même d'augmenter son taux de profit : augmentation des prix à la consommation et blocage des salaires.

Mais il y a aussi un autre facteur capital de l'inflation : c'est l'accroissement des dépenses militaires d'un Etat capitaliste. La production d'armements (la partie non destinée à l'exportation ou à la vente) est un investissement en capital de la part de l'Etat puisque la plupart des produits militaires manufacturés ne sont vendus par les grands monopoles qu'à l'Etat lui-même.

Pour aider ainsi à ce financement, l'Etat sera donc tenu d'augmenter encore son émission de papier-monnaie et d'augmenter les prix et taxations diverses des marchandises et salaires (impôts).

Ainsi cette crise inflationniste, aujourd'hui, n'est pas purement française : elle est mondiale et le plan Barre ou tout autre plan de replâtrage de cette économie n'y pourront rien.

Le plan Barre : Plan contre le pouvoir d'achat des travailleurs

Le plan Barre représente un pas de plus dans l'offensive antiouvrière de la bourgeoisie contre le pouvoir d'achat des travailleurs. Encore une fois c'est sur le dos du peuple que les capitalistes veulent maintenir leurs profits. Dans la situation de crise capitaliste persistante où nous nous trouvons ils ne peuvent le faire qu'en

obligeant de force à se serrer la ceinture.

Aussi il ne faut pas se laisser tromper par la démagogie de ce plan qui, pour tenter de tromper les travailleurs, met en avant un prétendu blocage des prix et une augmentation des impôts qui respecte les plus petits salaires.

Il faut démonter cette

couple à partir de 4 000 F environ, s'il n'a pas d'enfants.

Par contre tous les travailleurs, y compris les six millions d'entre eux qui dans notre pays gagnent selon les sources gouvernementales elles-mêmes, moins de 2 000 F par mois, vont être touchés par cette augmentation des impôts indirects que représentent l'augmentation des cotisations de Sécurité sociale, la hausse de l'essence et de la vignette automobile.

Et cette atteinte au pouvoir d'achat touche en réalité beaucoup plus durement les petits salaires qui sont consacrés dans leur quasi totalité aux dépenses vitales.

Par ailleurs, les tranches du barème ne s'élèveront pas l'année prochaine avec l'inflation, si bien que nombre de travailleurs verront leurs impôts directs augmentés de 4 % alors que sans des luttes résolues, leur pouvoir d'achat risque fort de baisser.

En effet quand le rusé Barre parle de maintenir les salaires dans les limites strictes de l'augmentation des prix il ne peut s'empêcher d'ajouter et de jurer que celle-ci sera inférieure à 6,5 %... alors qu'il n'y a aucune raison pour qu'elle ne soit pas de 12 à 15 % comme c'est la règle depuis quelques années.

Il est donc facile de comprendre que les capitalistes seront durs à la détente, et qu'il faudra mener des luttes encore plus dures qu'à l'accoutumée pour les contraindre à «débloquent» l'augmentation des salaires qu'il est dans leur logique de bloquer en permanence.

SECURITE SOCIALE : DES MESURES QUI EN PREPARENT D'AUTRES

Le gouvernement a majoré les cotisations de 1,4 point, augmentant les cotisations des travailleurs de 0,7 % et ceci sans les déplaçonner. Cette augmentation portera donc sur la totalité du salaire au-dessous de 3 160 F, et sur 3 160 F seulement pour tout salaire supérieur. Un cadre supérieur qui gagne 8 000 F paiera 8 F de plus qu'un ouvrier qui gagne 2 000 F et verra 14 F prélevés sur sa feuille de paie. Au passage il faut souligner d'un trait rouge la démagogie du PCF qui crie à l'injustice devant l'inégalité de ce prélèvement alors qu'il défend lui-même l'augmentation des salaires en pourcentage, augmentation tout ce qu'il y a de plus inégale car elle profite surtout aux cadres. Y aurait-il deux poids, deux mesures ? L'inégalité serait-elle juste quand c'est le PCF qui veut l'imposer ?

Par ailleurs le gouvernement a cessé de rembourser certains médicaments comme les antiasthéniques, les laxatifs, les levures. Cela en dit long, quand on se rappelle qu'il prend des airs catastrophés devant le «déficit» à venir de la Sécurité sociale, sur l'accroissement de la pénurie en matière de santé qu'il nous prépare !

LE BLOCAGE DES PRIX : UNE VASTE FUMISTERIE !

Comment un gouvernement qui représente les monopoles capitalistes pourrait-il bloquer les prix alors que ces mêmes monopoles ont tout intérêt à ce qu'ils augmentent pour augmenter leurs profits ? Comment se fait-il que Barre qui parle abondamment de blocage des prix ait augmenté celui de l'essence, hausse qui par l'intermédiaire des transports ne manquera pas de se répercuter sur les prix de la plupart des produits ? Par quelque bout qu'on prenne la question, on a la réponse : c'est un mensonge de plus que fait Barre, une manœuvre pour tromper les ouvriers et leur demander à «eux aussi» de faire des sacrifices !

D'ailleurs Barre, le gros malin, nous annonce un blocage des prix jusqu'à la fin de l'année et pour les tarifs publics (sauf la redevance télé) jusqu'au 1er avril, alors qu'il vient de les laisser augmenter de façon notable. Quelques exemples : le carnet de métro a augmenté de 1 F, le timbre poste de 0,20 centimes, les conserves de carottes de 8 %, celles de petits pois et d'haricots verts de 5 % ; la margarine de 0,15 F le kg ; l'huile de tournesol, de soja de 4 à 6 %, le lait pasteurisé de 9,35 centimes le litre, le café soluble de 3,60 F le kilo, etc.

De plus le prix des produits alimentaires frais, légumes, etc. n'est pas compris dans le «blocage» alors qu'il constitue une partie importante du budget des familles ouvrières.

UN BLOCAGE BIDON !

En six mois d'intervalle les loyers viennent d'augmenter d'abord en janvier puis en juillet d'environ 15 à 20 %... et ne voilà-t-il pas que Barre annonce généreusement un blocage de 3 mois. Sans parler du fait que les organismes HLM ne peuvent pas «réglementairement» (ne nous faisons d'ailleurs aucune illusion là-dessus) augmenter les loyers d'ici le 1er janvier, les charges vont continuer allègrement leur escalade. D'autant plus que Barre leur fait la courte échelle en laissant augmenter le prix du fuel domestique. Or ces dépenses représentent la moitié de la quittance... !

D'ailleurs Barre est un spécialiste en la matière. C'est lui que Giscard a chargé récemment d'examiner la façon «d'équilibrer» les loyers HLM avec les coûts de construction. Dans son rapport Barre a proposé de supprimer «l'aide à la pierre» (traduisez de laisser augmenter les loyers dans des proportions considérables, comme de 400 à 700 F) et de la «remplacer» par «l'aide accrue à la personne» c'est-à-dire une hypothétique augmentation de l'allocation logement.

serrant d'un tour la vis : ils augmentent ainsi le taux de plus-value qu'ils soutirent aux travailleurs, tout en les

mystification du plan Barre, mystification digne du Programme commun autre plan bourgeois auquel il a d'ailleurs fait des emprunts, ne serait-ce que la baisse de TVA.

L'AUGMENTATION DES IMPOTS TOUCHE TOUS LES TRAVAILLEURS

Seule l'augmentation des impôts directs ne frappe qu'une frange relativement minime de la classe ouvrière et des petits employés. Elle touche les célibataires à partir de 3 000 F et un

QUAND VOUS

AVEZ LU LE

QUOTIDIEN

NE LE JETEZ PAS !

DONNEZ-LE

OU AFFICHEZ-LE !

Un début à tout

Une nouvelle de
Dominique Pagelle

Du plat de la main, il écarta brutalement la première épaule qu'il rencontra et s'engagea dans la masse en trainant Jacqueline. Une fraction de seconde il sentit que ça cédait. Mais aussitôt il fut repoussé de toutes parts. Des injures lui partaient au visage. Tout à coup, l'étau se desserra. Il était au milieu du piquet et voyait très bien la maîtrise qui s'était approchée tout près menaçante.

Macaron CGT sur le revers de la veste, un homme, entre Michel et Jacqueline, parlait aux ouvriers.

«Vous ne comprenez pas qu'ils n'attendent que ça. Vous allez vous mettre dans l'illégalité. Il faut respecter la démocratie et la liberté du travail...»

«La liberté de crever de faim» fit une voix anonyme et timide. Mais personne ne réagit plus que ça. Visiblement le type avait de l'autorité. Tout en parlant, il dégageait la route pour Jacqueline. Imperceptiblement, il se forma comme une haie d'honneur et elle fut applaudie dérisoirement. Michel vit qu'elle pleurait, accélérant le pas. Il partit en sens contraire et se hâta, lui aussi, sans le vouloir. Il heurta la vieille marchande.

IV

Dans une autre usine, on embauchait des intérimaires. Michel s'y rendit. Passant la grille, il eut une impression étrange. Hormis deux types qui flanaient dans la cour, tout était mort. Il se fit indiquer le bureau du personnel. Les deux types le regardaient d'un air soupçonneux.

Le cadre qui le reçut était par contre d'une amabilité toute nouvelle pour lui. Michel fit mine de présenter ses papiers de travail, un peu inquiet. L'autre lui présenta la paume de sa main et sourit : «Je vous fais confiance. Je vous prends à l'essai pour trois semaines. 2 000 F, ça vous va ? Il s'agit de charger du matériel pour l'expédition.» Michel n'en revenait pas. Un bruit le fit se retourner et il vit par la porte ouverte une vingtaine d'ouvriers groupés devant le bureau...

«Je commence quand ?»

«J'aimerais bien tout de suite ; c'est assez urgent.»

«Je serais en équipe ?»

«Euh... gémit l'autre, vous n'êtes que trois voyez-vous. Il y a un arrêt d'activité du personnel...»

A LA TELEVISION

du 5 au 11 octobre

MARDI 5 - TF1 - 21 H 30 : «Ces années-là».

Ces temps-ci, la TV charge divers hommes de droite, connus même pour leurs opinions fascisantes, de raconter l'histoire de notre époque qui est celle de leurs plus grands crimes, mais aussi celle du réveil de leurs victimes. Le numéro de ce soir sera consacré à l'année 66 avec le début de la Révolution culturelle en Chine. Aussi est-il probable que nous entendrons l'opinion sincère de la bourgeoisie française sur Mao Tsé-toung.

Nous avons vu, en partie, sur quoi s'appuie l'impression d'objectivité de la série «Le sens de l'histoire». Chez Michel Droit l'une des méthodes consiste à mettre en avant «la responsabilité de tous». Par exemple, pour la Corée, la guerre se résumait à l'intervention des Américains d'un côté et des Chinois de l'autre, de façon à gommer le caractère fondamental de notre époque : la lutte des peuples du tiers monde contre l'impérialisme, et à tout ramener à des affrontements entre puissances aux intérêts divergents. Ainsi les peuples en lutte ne sont jamais autre chose que des gens manipulés par une puissance ou une autre.

MARDI 5 - A2 - 20 H 30 : Film «Ils étaient dix». Débat avec Golda Meir.

Depuis plusieurs semaines, la TV déverse toute une propagande sioniste.

A en juger par les différents films et émissions, tels que «QB VII», nous voyons apparaître derrière tout cela une nouvelle campagne en faveur de l'État d'Israël...

Mais tout cela n'est pas pur hasard ; notre bourgeoisie se saisit de tous les moyens pour cracher son venin sur la Résistance palestinienne. Cette propagande apparaît à un moment où les événements qui se déroulent au Liban atteignent une situation dramatique pour la Résistance palestinienne. Ainsi, notre bourgeoisie montre de quel côté elle se situe, quel camp elle sert.



Derrière la propagande sioniste, la réalité quotidienne.

Le film-débat avec Golda Meir en est un exemple flagrant. Le film d'abord : «Ils étaient dix». Tourné dans les années 60, ce film justifie l'essence même du sionisme, à travers un groupe de 10 personnes, qui chassées de la Russie, s'installent en Palestine pour fonder une colonie.

Le débat ensuite : typique de ce genre de débat, les questions posées par le public seront scrupuleusement sélectionnées (comme au débat sur les flics, mardi dernier, où toutes les questions allaient dans le sens du renforcement de la police. Donc pas de surprise à ce niveau-là.

De plus, pour faciliter la tâche de Golda Meir, aucun invité ne sera présent. Donc, pas de contradicteur.

Pendant une heure et demie elle essaiera de justifier les actes fascistes et racistes de l'armée sioniste contre la Résistance palestinienne, les juifs antisionistes qui sont en Palestine occupée et qui se battent contre le chômage, la répression politique et raciste.

VENDREDI 8 - A2 - 21 H 30 : «Apostrophe: les communistes ont-ils changé ?»

Une fois de plus, les révisionnistes sont invités à prendre la parole à la TV sur le thème : «Les communistes ont-ils changé ?». Le philosophe de choc du PCF, J. Ellenstein, va nous expliquer que le PCF est radicalement transformé (ce

qui est vrai), qu'il est devenu un parti... démocratique. J. Ellenstein est, en effet, un révisionniste «honnête» ; l'essentiel de ses développements théoriques réside en ceci : «Nous (révisionnistes) avons condamné Staline. Mais Staline ne faisait que continuer la politique de Lénine et les principes de Marx. Ce sont les principes mêmes qu'il faut critiquer ; c'est la dictature du prolétariat».

Ne craignons pas d'encourager une telle honnêteté intellectuelle, car plus des gens comme Ellenstein prendront le devant de la scène révisionniste, plus les mensonges et les contradictions accumulés depuis 10 ans apparaîtront clairement. L'honnêteté, même celle des réactionnaires, sert toujours la révolution.

Par contre il est dans le PCF une autre catégorie de philosophes, tels L. Althusser ou E. Balibar, qui soutiennent le révisionnisme au nom du marxisme et de la dictature du prolétariat, qui critiquent Staline au nom de Lénine. Nous reviendrons de préférence sur ces gens-là : ils sont la peinture rouge du révisionnisme. Ils sont infiniment plus dangereux.

VENDREDI 8 - FR3 - 20 H 30 : Le magazine vendredi : l'oubli et le pardon.

Avec le temps, tout s'en va... Un dicton qu'on voudrait nous faire prendre pour un principe. C'est à travers des images de la guerre d'Espagne, de la Seconde guerre mondiale, de la guerre d'Algérie et de la guerre du Vietnam que cette émission veut nous faire admettre, par la bouche même de l'historien Claude Manceron, que si l'on ne peut oublier de tels moments, on peut cependant pardonner. Peut-on penser un seul instant que les peuples, tantôt chair à canon, tantôt objet de persécutions et d'exterminations, peuvent non seulement oublier mais aussi pardonner aux gouvernements impérialistes fauteurs de guerres et de misère qui sacrifient des millions de vies humaines pour agrandir leurs empires ? Non, il n'est pas possible de mettre ces moments d'horreurs sur le dos de la nature humaine qualifiée à l'occasion de «bête et méchante». Les seuls responsables sont les capitalistes criminels : ce sont eux qu'il faut abattre impitoyablement. Et à cette condition, la guerre révolutionnaire devient une arme précieuse entre les mains des peuples, une arme qui leur permettra de balayer définitivement l'impérialisme de la surface terrestre, et éliminer les sources de guerre.

MARDI 5 - TF1 - 12 H 30 - MERCREDI 6 - TF1 - 13 H 00 - JEUDI 7 - TF1 - 12 H 30 : En direct de Moscou.

A l'initiative, entre autres, d'Yves Mourousi, le plus coté des présentateurs de la TV, une campagne est entreprise pour «faire connaître au public français» l'URSS de Brejnev. Ces 3 émissions se termineront, le mardi 12 octobre, par une soirée de gala en direct de la capitale des nouveaux tsars. Le chef des tsars d'aujourd'hui, Brejnev, sera même interviewé. Celui-ci aura-t-il à se plaindre, comme il y a un an à propos d'une initiative de ce genre d'Antenne 2 ? En effet, en octobre dernier, Mamiedov, premier vice-président du Comité d'État pour la TV et la radio soviétique, avait adressé une lettre à A2 l'accusant d'antisoviétisme et mettant en doute son «desir de coopérer avec la télévision soviétique dans l'esprit des décisions prises à Helsinki». Les courbettes de la bourgeoisie française devant Brejnev, le nouvel Hitler, sont à dénoncer et à combattre comme un poison pour le peuple.

**Le front culturel est
aussi l'affaire
de tous les travailleurs**

**PARTICIPEZ
A LA RUBRIQUE TV !**

**REGARDEZ
LES EMISSIONS
COLLECTIVEMENT,
CRITIQUEZ-LES,
ENVOYEZ-NOUS
VOS INFORMATIONS
ET VOS POINTS DE VUE**



**Pour la correspondance
avec le journal
téléphonez au : 607-23-75**

L'Humanité Rouge

Droits de la mer

ECHEC AUX SUPERPUISSANCES

Nous avons reçu à notre courrier un texte très intéressant concernant le droit à la mer. Nous en publions ci-dessous les principaux passages.

«Des millions et des centaines de millions d'hommes, en fait l'immense majorité de la population du globe, agissent à présent comme les facteurs révolutionnaires actifs et indépendants... (ils) joueront un rôle révolutionnaire éminent dans les phases ultérieures de la révolution mondiale». La lutte pour le droit à la mer engagée par le tiers monde est une illustration magistrale de la prévision confiante de Lénine mais aussi de l'analyse des trois mondes, pierre de touche de la politique extérieure chinoise, qui indique clairement aux peuples les caractéristiques de la situation internationale et le sens de son évolution.

LA COLLUSION DES DEUX SUPERPUISSANCES

Une nouvelle fois, les pays du tiers monde ont fait bloc victorieusement, face aux deux superpuissances. La théorie du «patrimoine commun de l'humanité» derrière laquelle se profile le plus vil impérialisme n'a pas fait recette dans l'enceinte de l'ONU au cours de la conférence du droit de la mer à New-York, malgré les menaces.

Kissinger a affirmé que les États-Unis ne signeraient ni ne ratifieraient aucun traité qui ne reconnaît pas le droit des compagnies américaines d'exploiter les fonds marins indépendamment de l'organisme international qui en serait chargé. Le tiers monde, pour sa part a adopté une position ferme : les activités au-delà de la zone économique exclusive des 200 miles seront menées exclusivement par l'autorité internationale des fonds marins et le bras industriel qu'elle créerait, même s'il y a des possibilités d'associations. Le social-impérialisme de son côté inverse les termes, c'est-à-dire les États d'abord, l'autorité ensuite. La majorité des voix qu'obtiendrait le tiers monde dans l'autorité internationale inquiète les deux superpuissances qui ne désirent pas voir «le patrimoine commun» transformé en terrain souverain des pays en voie de développement. Ainsi lorsqu'il s'agit de jouer de vieux airs, l'URSS est au premier rang et réclame bruyamment la baguette de maestro. Ce qui nous permet de nous souvenir des bruits de chaises et des claquements de dossiers vides perpétrés par les super-grands lors de la guerre du pétrole.

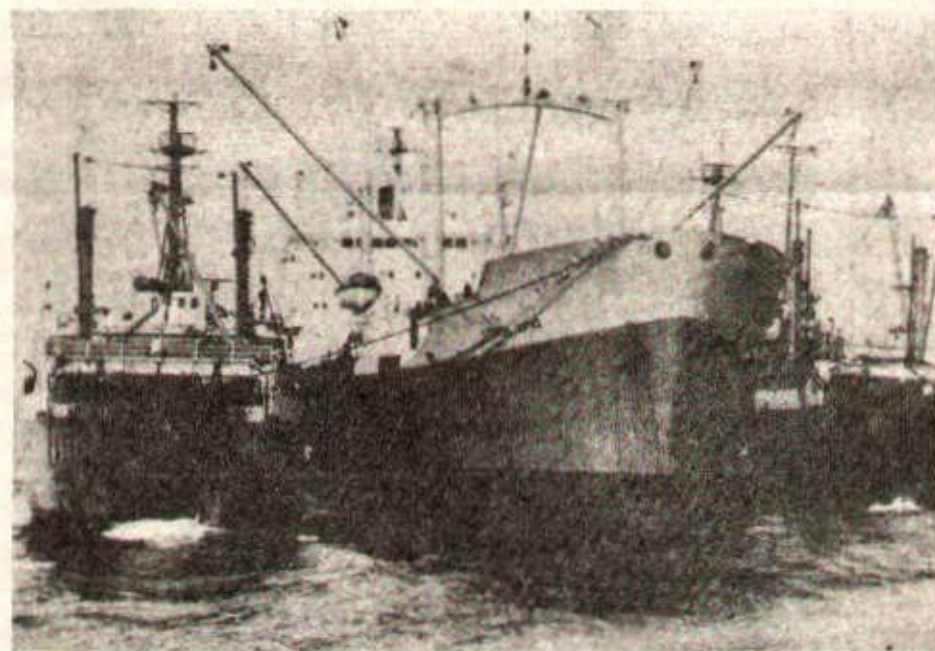
Gromyko n'avait pas failli en affirmant scandaleusement devant l'ONU que «l'URSS ne pouvait rester indifférente devant une exacerbation du problème du pétrole soulevé par les pays arabes, qui conduirait à la dissolution des relations commerciales et économiques dans un grand nombre de secteurs et à une nouvelle aggravation de la tension internationale». Les dirigeants soviétiques ont même osé affirmer «que le pétrole était théoriquement propriété des pays arabes, mais en réalité propriété internationale».

Sur la question des droits de la mer on retrouve le même fiel, elle affecte d'accepter l'établissement d'une zone économique de 200 miles. Trop belle pour être vraie, une telle acceptation ne pouvait exister qu'assortie de conditions préalables, et par exemple, pour les pêcheries, consistant à ne donner aux pays riverains que le soi-disant «droit préférentiel de la pêche» (sachant que l'outil de production de ces pays est de faible capacité, on comprend mieux l'ignominie d'un tel droit préférentiel). Espérant faire accepter ses

thèses en se couvrant du manteau du socialisme, l'URSS fait le forcing tous azimuts, afin d'apparaître sur des lieux de pêche où elle était traditionnellement absente et d'obtenir au cours de négociations bipartites des droits en faisant prévaloir «l'historicité et l'ancienneté» de son activité.

L'ESPRIT D'HELSINKI

Certaines déclarations tonitruantes ne peuvent avoir d'autre prétention que celle de faire trembler les feuilles, pas les hommes. Pour donner le change au misérable Gromyko qui déclarait pompeusement en 1968 : «Le pavillon soviétique flotte aujourd'hui fièrement sur tous les océans du globe». Tôt ou tard les États-Unis devront comprendre qu'ils ne sont plus maîtres des mers. Kissinger, l'homme qui fait de petits pas avec de gros sabots, a déclaré avant la conférence de New-York : «Les États-Unis n'ont rien à redou-



Navires usine et chalutiers soviétiques au large de St-Vaast la Hougue en octobre 1975.

ter de la concurrence. Notre technologie est la plus avancée du monde et notre marine militaire est suffisante pour défendre nos intérêts», déclaration partiellement démentie par une face cachée du droit de la mer qui en comporte tant...

Avec la bénédiction américaine, l'Argentine et le Brésil ont proposé à l'Afrique du Sud de s'entraider pour barrer la route à la subversion flottante type «Cubain modifié anglais». La route du Cap, poumon du monde occidental, est donc très demandée en ce moment, d'autant que ce passage à l'inestimable avantage pour la flotte russe d'être libre de glaces toute l'année, ce qui n'est pas le cas de la côte Arctique. En fait c'est la seule liaison directe entre Mourmansk et le Kamchatka avec l'avantage supplémentaire de s'ouvrir sur l'océan Indien. Ainsi les risques de télescopage entre les deux puissances à «vocation maritime» augmentent, mais bien évidemment tout ceci à l'ombre de «l'esprit d'Helsinki» et de la «détente».

LE SECOND MONDE N'EST PAS ÉPARGNÉ

Les pays du second monde maintiennent encore des rapports colonialistes

avec les pays du tiers monde. Mais dans le même temps ces pays souffrent à des degrés divers de vexations et de pressions de la part de l'une ou de l'autre des deux superpuissances : ainsi l'Angleterre se trouve en face d'une action revendicative des marins-pêcheurs qui désirent voir leur zone exclusive de pêche portée à 50 miles, ce qui promet d'après discussions à la Commission de Bruxelles, au regard des dispositions proposées pour la mer dite communautaire tandis que l'inquiétude se précise au sujet de la raréfaction du maquereau au large des côtes du Devon et de la Cornouaille, à la suite de l'arrivée des chalutiers russes, bulgares et cubains. La France pour sa part, dont l'objectif serait de revaloriser les pêcheries de l'Ouest, en dirigeant vers les marchés africains une exportation de poissons pélagiques (maquereau, chinchard) trouve en face d'elle les flotilles de l'Est et notamment russe qui exportent, pour seul exemple, vers la Côte d'Ivoire 83 000 tonnes de poisson dont une partie est pêchée sur les côtes africaines, la seconde en Atlantique nord et la troisième devant... la Bretagne et

que le Pérou ne consommait pas le poisson qu'il pêchait : C'est vrai le Pérou pêche de 10 à 12 millions de tonnes de poisson, principalement des anchovettes - sardines - qui servent à la fabrication de farine et d'huile. C'est une importante source de revenus pour ce pays, puisque cette farine est exportée - 40% des exportations péruviennes - et fait vivre 20 000 pêcheurs et autant d'ouvriers. Pour ce qui est de la non-consommation du poisson frais par la population, il faut en attribuer la responsabilité au colonialisme espagnol qui introduisit par la force des habitudes alimentaires étrangères à ces contrées. Ainsi, au Sénégal, le riz aliment importé dans sa quasi-totalité, est devenu l'ingrédient de base du plat national. A l'origine de cette habitude alimentaire se trouvent les courants commerciaux, qui à l'époque coloniale, avaient favorisé au Sénégal des importations massives de riz d'Indochine.

Dans le cas du Pérou, on comprend la rage des réactionnaires : c'est l'un des pays avec l'Équateur qui impulserent le mouvement des pays d'Amérique latine vers la déclaration de Saint-Dominique (...)

En faisant reculer l'économie de subsistances des populations colonisées au profit des monocultures de matières premières destinées à l'exportation, le colonialisme en outre les habitudes alimentaires. (...)

LA LUCIDITE DES PAYS DU TIERS MONDE

Protéger leur droit inaliénable à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, tel est l'objectif fondamental de ces pays. Il n'a jamais été question de spolier qui que ce soit, mais de reprendre possession d'un bien national. L'exemple de la Mauritanie est édifiant : alors que les experts occidentaux estiment à 300 000 tonnes les possibilités de pêche de ce pays, la Mauritanie soucieuse de ne pas piller ce capital, a limité à 100 000 tonnes les quantités à pêcher au chalut et cherche à remplacer les pêcheurs étrangers par des Mauritanien. Développer les pêches maritimes est devenu un objectif pour de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Développer de façon positive et non de façon anarchique, cela signifie de conserver la pêche artisanale traditionnelle souvent très adaptée - les pêcheurs sénégalais utilisent efficacement leurs techniques ancestrales merveilleusement adaptées aux conditions naturelles de la côte sénégalaise, sableuse et rectiligne où la barre est un obstacle aux navires à plus fort tirant d'eau - développer la pêche industrielle en formant leurs propres équipages - jusqu'à présent les pays occidentaux ont mis en place le système des « joints ventures » qui consiste à utiliser la main d'œuvre locale à bon marché et à conserver le commandement du navire - utiliser pleinement les fleuves, lacs et plans d'eau douce créés artificiellement - la Chine populaire produit 7 millions de tonnes de poisson dont l'essentiel est tiré de ses fleuves, réservoirs et plans d'eau, ce qui suppose une pollution quasiment nulle ; la Seine produit du poisson mort à pleines brassées, ses eaux étant asphyxiées par la pollution industrielle. Ainsi la lutte en avant des pays du tiers monde les mènera inexorablement vers la satisfaction de ses besoins alimentaires notamment en comptant sur ses propres forces.

Florestan
correspondant HR.